

e

BOULANGERIES, PATISSERIES ET SALONS DE CONSOMMATION : Prépension à 58 et 56 ans

CCT du 4.7.2007

Article 1 - Champ d'application

§ 1. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux ouvriers des boulangeries, des pâtisseries qui fabriquent des produits "frais" de consommation immédiate à très court délai de conservation et des salons de consommation annexés à une pâtisserie.

§ 2. Par "ouvriers" sont visés les ouvriers masculins et féminins.

Article 2 - Licenciement

§ 1. L'indemnité complémentaire instaurée dans le cadre de la convention collective de travail n° 17 du 19.12.1974, est octroyée aux ouvriers qui sont licenciés pour des raisons autres que la faute grave et qui satisfont aux conditions citées ci-après.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de la loi du 3.7.1978 relative aux contrats de travail, le licenciement donnant lieu au statut de prépensionné peut être la conséquence d'une initiative de l'employeur et/ou de l'ouvrier.

Ce régime ne s'applique pas aux entreprises occupant moins de dix travailleurs, où l'initiative émane exclusivement de l'employeur.

En ce qui concerne le licenciement dans le cadre de l'art. 3, § 2 de la présente convention collective de travail, les parties tiendront compte de l'organisation et des circonstances du travail.

§ 3. Le licenciement en vue de la prépension à partir de 58 ans tel que mentionné à l'article 3 § 1 doit se situer entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2009.

Le licenciement en vue de la prépension à partir de 56 ans tel que mentionné à l'article 3 § 2 doit se situer entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2008.

Le licenciement en vue de la prépension à partir de 56 ans tel que mentionné à l'article 3 § 3 doit se situer entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2009.

§ 4. L'ouvrier doit fournir la preuve de son droit aux allocations de chômage.

Article 3 - Conditions d'âge et d'ancienneté

§ 1. La condition d'âge de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 est abaissée à 58 ans pour autant que la personne concernée remplisse les conditions en matière de passé professionnel imposées par la réglementation de chômage pour les prépensionnés, à savoir :

- Dans la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007 : 25 ans en tant que

84.322 / Co 118

NR. N°

REGISTR. VHE. LISTE.

14-08-2007

N DÉPÔT 07

NEEP 25

- salarié
- Dans la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 :
 - o 35 ans en tant que salarié pour les ouvriers
 - o 30 ans en tant que salarié pour les ouvrières

La condition d'âge de 58 ans mentionnée doit être remplie dans la période du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2009 et, de plus, au moment de la fin du contrat de travail.

§ 2. La condition d'âge de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 est abaissée à 56 ans pour autant que la personne concernée remplisse la condition de 33 ans de passé professionnel en tant que salarié, dont :

- au moins 20 ans dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1 de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990;
- et au moins 10 ans chez le dernier employeur ou dans le secteur de l'industrie alimentaire.

La condition d'âge de 56 ans mentionnée doit être remplie dans la période du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2008 et, de plus, au moment de la fin du contrat de travail.

§ 3. La condition d'âge de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 est abaissée à 56 ans moyennant un passé professionnel de 40 ans en tant que salarié et pour autant que la personne concernée remplisse les conditions légales imposées par la réglementation de chômage pour les prépensionnés.

La condition d'âge de 56 ans mentionnée doit être remplie dans la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2009 et, de plus, au moment de la fin du contrat de travail.

§ 4. Les conditions d'ancienneté mentionnées doivent être remplies au moment de la fin du contrat de travail.

Article 4 - Intervention du fonds social et de garantie

§ 1. En principe le paiement de l'indemnité complémentaire comme prévue dans la C.C.T. n° 17 du 19.12.1974 est dû par l'employeur.

§ 2. L'obligation des employeurs de paiement de l'indemnité complémentaire est transférée au Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés aux conditions suivantes :

- en vertu de l'employeur : avoir été affilié depuis cinq ans consécutifs au au Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés ;
- en vertu de l'ouvrier : avoir été lié à un employeur du secteur des boulangeries, pâtisseries et salons de consommation annexés par un contrat de travail pendant 5 ans comme ouvrier dans le secteur, dont 2 ans précédant immédiatement le licenciement.

§ 3. L'obligation du fonds social et de garantie de payer l'allocation complémentaire comme prévue dans le § 2, ne vaut qu'en cas de licenciement ayant en vue la prépension dans le cadre de la présente convention collective de travail, c.a.d. à partir de 58 ans (art. 3, § 1) ou à partir de 56 ans (art. 3, § 2 et art. 3 §3).

§ 4. Le Fonds Social et de Garantie ne paie pas l'indemnité complémentaire dont il est question dans la présente convention collective de travail en cas de prépension suite au licenciement dans le cadre de la fermeture ou de la faillite d'une entreprise.

En cas de fermeture ou de faillite, le Fonds Social et de Garantie prend en charge la partie de l'indemnité qui n'est pas couverte par le fonds de fermeture.

§ 5. Lorsque le Fonds Social et de Garantie prend en charge le paiement de l'indemnité complémentaire en exécution du présent article, il se charge également du paiement des cotisations patronales mensuelles spéciales par prépensionné.

§ 6. Les employeurs et les ouvriers s'engagent à utiliser les formulaires pour l'application de cette convention.

§ 7. Dans le cas où l'ouvrier ne remplit pas les conditions stipulées dans le présent article, le Fonds Social et de Garantie examinera, au cas par cas, s'il y a lieu de prendre en charge l'indemnisation complémentaire.

Article 5 - Indemnité complémentaire

§ 1. La déduction des cotisations sociales personnelles pour le calcul de l'indemnité de prépension complémentaire doit être effectuée sur 100% du salaire brut.

§ 2. L'indemnité complémentaire est calculée sur la base du salaire net, qui équivaut au salaire brut moins les cotisations de sécurité sociale et du précompte professionnel applicables aux ouvriers dont le lieu de travail et le domicile fiscal sont situés en Belgique.

§ 3. Pour les ouvriers qui font usage du droit des travailleurs de 50 ans ou plus à une réduction des prestations tel que prévu à l'article 9 § 1 de la convention collective de travail n° 77 bis, l'indemnité complémentaire de prépension sera calculée sur base d'une prestation à temps plein lorsqu'ils passent de la réduction des prestations à la prépension conventionnelle.

§ 4. 4. En cas de reprise de travail, les dispositions de l'article 4bis, 4ter et 4quater de la CCT n° 17 s'appliquent.

Article 6 - Obligations de l'employeur

§ 1. Conforme aux stipulations légales, le remplacement du prépensionné est obligatoire.

§ 2. Le remplacement du prépensionné licencié dans le cadre de l'art. 3, § 2 sera

en principe effectué par un ouvrier. La dérogation à cette disposition est communiquée au conseil d'entreprise.

§ 3. Les sanctions éventuelles, quelle que soit leur forme, qui découlent des obligations légales en matière de la prépension, restent entièrement à charge des entreprises individuelles.

Article 7 - Validité

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 5 juillet 2006, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Industrie Alimentaire relative à la prépension dans les boulangeries et les pâtisseries, rendue obligatoire par Arrêté royal du 10 novembre 2006 (Moniteur belge du 9 janvier 2007).

Elle est conclue pour une période déterminée. Elle entre en vigueur le 1er janvier 2007 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2009, à l'exception de l'art. 3 § 2 qui cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2008.

**BAKKERIJEN, BANKETBAKKERIJEN EN CONSUMPTIESALONS :
Brugpensioen op 58 en 56 jaar**

CAO van 4.7.2007

Artikel 1 - Toepassingsgebied

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.

§ 2. Met arbeiders worden de mannelijke en de vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Artikel 2 - Ontslag

§ 1. De aanvullende vergoeding, ingesteld in het raam van de C.A.O. nr. 17 van 19.12.1974, wordt toegekend aan de arbeiders die worden ontslagen om een andere reden dan een dringende reden en die voldoen aan de hier verder vermelde voorwaarden.

§ 2. Onder voorbehoud van de bepalingen van de arbeidsovereenkomstwet van 3.7.1978 kan het ontslag dat aanleiding geeft tot het statuut van bruggepensioneerde het gevolg zijn van een initiatief van de werkgever en/of van de arbeider.

Deze regeling geldt niet voor de ondernemingen die minder dan tien werknemers tewerkstellen waar het initiatief uitsluitend uitgaat van de werkgever.

Voor wat betreft het ontslag in het kader van art. 3, § 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, zullen partijen hierbij rekening houden met de arbeidsorganisatorische omstandigheden.

§ 3. Het ontslag met het oog op brugpensioen vanaf 58 jaar zoals vermeld in artikel 3, § 1 moet plaats hebben tussen 1 januari 2007 en 31 december 2009.

Het ontslag met het oog op brugpensioen vanaf 56 jaar zoals voorzien in artikel 3, § 2 moet plaats hebben tussen 1 januari 2007 en 31 december 2008.

Het ontslag met het oog op brugpensioen vanaf 56 jaar zoals voorzien in artikel 3, § 3 moet plaats hebben tussen 1 januari 2008 en 31 december 2009.

§ 4. De betrokken arbeider moet het bewijs leveren van zijn recht op werkloosheidsuitkeringen.

Artikel 3 - Leeftijds- en anciënniteitsvoorwaarden

§ 1. De leeftijdsvoorwaarde van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 wordt verlaagd tot 58 jaar voor zover de betrokkene voldoet aan de

NEERLEGGING TOT REGISTREREN EN TR. N.R. N°

25-07-2007

14-08-2007

84-3 160/118

loopbaanvoorwaarden opgelegd door de werkloosheidsreglementering voor bruggepensioneerden, met name :

- In de periode 1 januari 2007 - 31 december 2007 : 25 jaar als loontrekkende
- In de periode 1 januari 2008 - 31 december 2009 :
 - o 35 jaar als loontrekkende voor de arbeiders
 - o 30 jaar als loontrekkende voor de arbeidsters

De vermelde leeftijdsvoorwaarde van 58 jaar moet vervuld zijn zowel in de periode tussen 1 januari 2007 en 31 december 2009 als op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

§ 2. De leeftijdsvoorwaarde van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 wordt verlaagd tot 56 jaar voor zover de betrokkene voldoet aan de reglementaire voorwaarde van 33 dienstjaren als loontrekkende waarvan :

- minstens 20 jaar in een arbeidsregeling zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990;
- en minstens 10 jaar bij de laatste werkgever of in de sector van de voedingsindustrie.

De vermelde leeftijdsvoorwaarde van 56 jaar moet vervuld zijn in de periode tussen 1 januari 2007 en 31 december 2008 en bovendien op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

§ 3. De leeftijdsvoorwaarde van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 wordt verlaagd tot 56 jaar mits loopbaan van 40 jaar als loontrekkende en voor zover de betrokkene voldoet aan de wettelijke verplichtingen opgelegd door de werkloosheidsreglementering voor bruggepensioneerden.

De vermelde leeftijdsvoorwaarde van 56 jaar moet vervuld zijn in de periode tussen 1 januari 2008 en 31 december 2009 en bovendien op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

§ 4. De vermelde anciënniteitvoorwaarden moeten vervuld zijn op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

Artikel 4 - Tussenkost van het Waarborg- en Sociaal Fonds

§ 1. In principe is de betaling van de aanvullende vergoeding zoals bepaald in C.A.O. nr. 17 van 19.12.1974 verschuldigd door de werkgever.

§ 2. De verplichting van de werkgevers tot betaling van de aanvullende vergoeding wordt echter overgedragen aan het Waarborg- en Sociaal Fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij onder de volgende voorwaarden :

- in hoofde van de werkgever: de werkgever moet reeds 5 jaar ononderbroken aangesloten zijn bij het Waarborg- en Sociaal Fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij;

- 9
- in hoofde van de arbeider : gedurende 5 jaar als arbeider in de sector verbonden zijn geweest met een arbeidsovereenkomst met een werkgever van de sector bakkerijen, banketbakkerijen en verbruikszalen bij een banketbakkerij, waarvan 2 jaar onmiddellijk voorafgaand aan het ontslag

§ 3. De verplichting tot betaling door het Waarborg- en Sociaal Fonds van de aanvullende vergoeding zoals bepaald in § 2, geldt enkel ten overstaan van arbeiders die werden ontslagen met het oog op brugpensioen in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst, met name vanaf 58 jaar (artikel 3, § 1) of vanaf 56 jaar (artikel 3, § 2 en artikel 3 § 3)

§ 4. Het Waarborg- en Sociaal Fonds betaalt de aanvullende vergoeding waarvan sprake in deze collectieve arbeidsovereenkomst niet in geval van brugpensioen dat het gevolg is van een ontslag in het kader van een sluiting of faillissement van een onderneming.

In geval van sluiting of faling neemt het Waarborg- en Sociaal Fonds het gedeelte van de vergoeding ten laste dat niet gedragen wordt door het sluitingsfonds.

§ 5. Wanneer in uitvoering van onderhavig artikel het Waarborg- en Sociaal Fonds de betaling van de aanvullende vergoeding ten laste neemt, staat het ook in voor de betaling van de bijzondere maandelijkse werkgeversbijdragen per bruggepensioneerde.

§ 6. De werkgevers en de arbeiders verbinden er zich toe de formulieren te gebruiken voor de toepassing van deze C.A.O.

§ 7. In het geval dat de betrokken arbeider niet voldoet aan de voorwaarden vermeld in dit artikel, zal het Waarborg- en Sociaal Fonds, geval per geval, onderzoeken of het de aanvullende vergoeding ten laste neemt.

Artikel 5 - Aanvullende vergoeding

§ 1. De aftrek van de persoonlijke sociale zekerheidsbijdragen voor de berekening van de aanvullende vergoeding van het brugpensioen wordt berekend op 100 % van het brutoloon.

§ 2. De aanvullende vergoeding wordt berekend op basis van het nettoloon dat gelijk is aan het brutoloon verminderd met de SZ-inhoudingen en bedrijfsvoorheffing die van toepassing zijn op arbeiders die in België tewerkgesteld zijn en er hun fiscale verblijfplaats hebben.

§ 3. Voor de arbeiders die gebruik maken van het recht op een vermindering van de arbeidsprestaties voor werknemers van 50 jaar en ouder zoals bepaald in art. 9 § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, zal de aanvullende vergoeding van het brugpensioen worden berekend op basis van een voltijdse arbeidsprestatie wanneer zij overstappen van de loopbaanvermindering naar het conventioneel brugpensioen.

§ 4. Bij werkhervatting gelden de bepalingen van artikel 4bis, 4ter en 4 quater van

Artikel 6 - Verplichtingen van de werkgever

§ 1. Overeenkomstig de wettelijke bepalingen is de vervanging van de bruggepensioneerde verplicht.

§ 2. De vervanging van de bruggepensioneerde die werd ontslagen in het kader van art. 3, § 2 zal in principe gebeuren door een arbeider. De afwijking op deze bepaling wordt toegelicht voor de ondernemingsraad.

§ 3. De eventuele sancties, onder welke vorm ook, die voortvloeien uit de wettelijke verplichtingen inzake brugpensioen blijven volledig ten laste van de individuele ondernemingen.

Artikel 7 - Geldigheidsduur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2006 gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid betreffende het brugpensioen in de bakkerijen en banketbakkerijen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 november 2006 (Belgisch Staatsblad 9 januari 2007).

Zij wordt gesloten voor een bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 2007 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2009 met uitzondering van artikel 3 §2 dat ophoudt van kracht te zijn op 31 december 2008.
